

IBK/M5-RFP : Les Propositions de sortie de crise de l'ancien ministre de la justice Maître Malick Coulibaly

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 22 JUILLET 2020

651

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise politique au Mali La Majorité présidentielle va-t-elle imploser ?



Désobéissance civile : La trêve prouve le souci M5-RFP du Mali et des Maliens



La médiation de la CEDEAO : "Elle a péché par excès de zèle en voulant tordre la main au M5-RFP... »



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Crise politique au Mali : La Majorité présidentielle va-t-elle imploser ?	P.4
Brèves	Présidence de la République : Une autre bourde avec Kamissa Le président IBK et le M5-RFP à « couteaux tirés » : Qui veut mener cette crise sur le terrain religieux ? Présumé détournement de 3,8 milliards à la CMDT : Le PDG, Baba Berthé refuse de répondre à une convocation. Cilss : La 19 ^e conférence des chefs d'État et de gouvernement tenue Covid-19 : Un premier test prometteur pour le vaccin fabriqué à Oxford Drame à Gao : Deux gendarmes tués	P.10 P.10 P.11 P.11 P.12 P.12
Actualité	Baco-djicoroni : Le CSCOM transformé en un marigot ! Tirs à balles réelles lors des manifestations des 10, 11 et 12 juillet 2020 : Le Premier ministre attribue-t-il déjà la responsabilité aux forces de défense et de sécurité, avant même les conclusions de l'enquête ? "Dissolution" de la cour constitutionnelle : Manassa menace d'attaquer la décision d'IBK	P.14 P.15 P.16
Politique	Désobéissance civile : La trêve prouve le souci M5-RFP du Mali et des Maliens IBK/M5-RFP : Les Propositions de sortie de crise de l'ancien ministre de la justice Maître Malick Coulibaly La médiation de la CEDEAO vue par un ancien diplomate : « Elle a péché par excès de zèle en voulant tordre la main au M5-RFP... » La réaction du M5-RFP au Communiqué de la Mission de Médiation de la CEDEAO au Mali : Déclaration n°003 – CS/M5-RFP sur le communiqué de la mission de médiation de la CEDEAO au Mali Manifestation pour la démission de IBK : Quatre présidents africains au chevet du Mali	P.18 P.19 P.20 P.22 P.23
Culture & société	Grand marché de Bamako : Les activités au ralenti	P.26
International	Côte d'Ivoire : La question de la candidature d'Alassane Ouattara dans tous les esprits Kanye West président : Coup de folie ou coup médiatique ?	P.27 P.28
Sport	Portugal : Moussa Maréga sacré champion	P.30



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



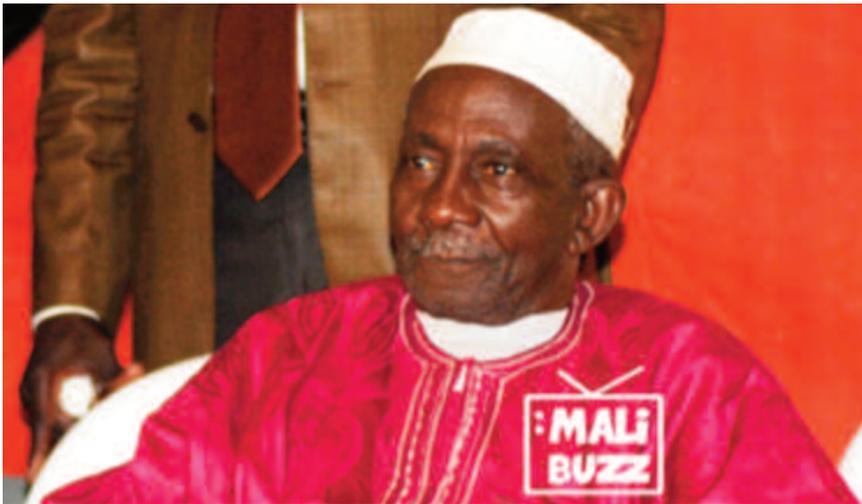
Crise politique au Mali : La Majorité présidentielle va-t-elle implorer ?

Le Président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, IBK, est dans la tourmente depuis que le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) a fait sortir des centaines de milliers de Maliens sur la Place de l'Indépendance les 5 et 19 juin 2020, puis le 10 juillet 2020 pour exiger sa démission. La situation du Président de la République s'est particulièrement dégradée quand les 10, 11 et 12 juillet 2020, les forces de maintien de l'ordre ont tiré à balles réelles sur la foule des manifestants, faisant 24 morts et plus d'une centaine de blessés. Depuis, la communauté internationale et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tentent vainement de sauver IBK et son régime. Après une mission ministérielle envoyée à Bamako au mois de juin, c'est une autre mission de la CEDEAO conduite par l'ancien Président du Nigeria, Goodluck Jonathan, qui vient de séjourner pendant cinq jours à Bamako, sans réussir à rapprocher le camp présidentiel et celui du M5-RFP. Demain jeudi, 23 juillet 2020, une nouvelle délégation, de très haut niveau, est attendue dans la capitale malienne pour une ultime médiation. Pour l'heure et au plan national, on assiste à l'effritement de la Majorité présidentielle, Ensemble Pour le Mali, suite à la tuerie des 10, 11 et 12 juillet 2020. Va-t-on vers l'implosion de la Majorité présidentielle ?

Cette question mérite d'être posée car l'intervention de la Force Anti-Terroriste (FORSAT) pour réprimer la foule des manifestants a plus que choqué la population malienne. D'autant plus que le Premier ministre Boubou Cissé semble désespéré qui tente de situer les responsabilités quant à la sortie d'une forces de combattants spécialisés dans la traque et la neutralisation des terroristes. Car la FORSAT n'aurait jamais dû être dans les rues de Bamako à poursuivre les manifestants aux mains nues et à plus forte raison tirer sur eux. Cette forfaiture a été condamnée tant au Mali que par les soutiens du pouvoir en place à Bamako, notamment l'Union Européenne, les Nations Unis et les États-Unis. Plusieurs voix au Mali,

dont celles de Adame Ba Konaré, ancienne Première Dame du Mali, et de Me Mamadou Ismaïla Konaté, ancien Ministre de la Justice et Garde des Sceaux du Mali, se sont élevées pour condamner un acte qui rappelle les jours sombres de la lutte contre le pouvoir dictatorial de Moussa Traoré au début des années 1990, notamment le vendredi 26 mars 1991 où des militaires ont assassiné plusieurs centaines de jeunes maliens. C'était lors des mouvements de foules engagées pour l'instauration de la Démocratie au Mali. Trente années plus tard, c'est un Président démocratiquement élu, qui de surcroît aime à rappeler qu'il était de la lutte de Mars 91, qui laisse une force anti-terroriste tirer sur des manifes-





tants pour tenter de sauver sa tête et son régime. Moussa Traoré, dans sa retraite dorée, doit bien rire de ces démocrates qui se conduisent comme de parfaits dictateurs.

Déjà, des partis politiques de la Majorité présidentielle, Ensemble Pour le Mali, se démarquent de la tuerie qu'ils condamnent et se retirent d'un groupement qui soutient un Président aux mains tachées de sang des jeunes qu'il a pourtant déclaré mettre au cœur de son second mandat. Il s'agit des partis politiques Alliance Démocratique pour la Paix (ADP-Maliba) et Mouvement pour l'Indépendance, la Renaissance et l'Intégration Africaine (MIRIA). Le premier, ADP-Maliba dans un communiqué de presse, en date du 13 juillet 2020 : « condamne avec la dernière rigueur les pertes en vie humaines, les tirs à balles réelles et les jets de gaz lacrymogènes sur les Zawiya et les mosquées ainsi que les actes de vandalisme perpétrés contre les biens publics et privés ». Et parce qu'il n'a pas été « écouté » par le Président IBK quand il appelait à l'union des Maliens, « L'ADP-Maliba, en toute responsabilité, décide de se retirer de la majorité présidentielle à compter de ce jour et s'ériger en sentinelle de la liberté et de la démocratie de manière indépendante pour servir le Mali et réconcilier ses enfants ».

Le MIRIA, pour sa part, adresse une correspondance, presque laconique, au Président de l'EMP, rassemblement des partis politiques de la mouvance présidentielle, avec pour objet la « cessation des activités au sein d'EMP ». Dans cette lettre en date du 18 juillet 2020, le Président du CEN-MIRIA écrit : « Suite à sa lettre ouverte adressée au Président de la République, le 03 juin 2020 dans laquelle le CEN-MIRIA demandait au Président Ibrahim

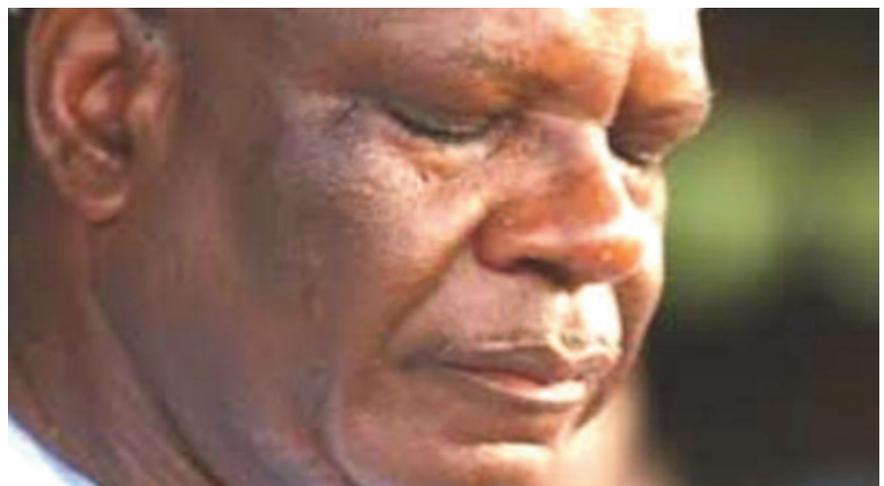
Boubacar Keita d'écouter son peuple et de répondre à ses attentes, notamment la dissolution de l'Assemblée nationale. Il nous a été donné de constater qu'au lieu de répondre aux attentes du peuple, le Président a décidé de faire couler le sang lors des événements des 10, 11 et 12 juillet 2020.

C'est pourquoi, lors de sa réunion extraordinaire tenue le 18 juin 2020 à son siège, le MIRIA, membre fondateur de l'EPM a décidé de se retirer de ce regroupement politique ». De toute évidence c'est une fracture qui se dessine entre le parti présidentiel, Rassemblement Pour le Mali (RPM), et ses alliés regroupés au sein de Ensemble Pour le Mali. Il est trop tôt pour affirmer cette tendance d'autant plus que ce sont de nombreux petits partis, parfois sans représentations locales ou nationales, qui tournent autour de grands partis comme le RPM et l'ADEMA-PASJ et dont la survie dépend de leur amarrage à la mouvance présidentielle. En tout cas les retraits de ADP-Maliba et du MIRIA, deux partis majeurs, sont

un coup dur pour IBK qui perd ainsi deux de ses meilleurs alliés particulièrement le premier cité qui disposent de 06 Députés dans l'actuelle Assemblée nationale.

L'étau se resserre donc autour du Président de la République dont la dernière carte à jouer est entre les mains des quatre Présidents africains attendus à Bamako demain jeudi, 23 juillet 2020. Alassane Dramane Ouattara de Côte D'Ivoire, Nana Akufo-Ado du Ghana, Mamadou Issoufou, du Niger et Macky Sall du Sénégal viennent tenter de recoudre le tissu malien qui connaît actuellement d'énormes accrocs du fait de la contestation populaire contre IBK et son régime sous la conduite du M5-RFP. Ce sera la mission de la dernière chance où IBK joue sa survie. Car si les quatre Présidents africains venaient à échouer dans leur médiation, les chances de voir le Président malien boucler son second mandat seraient bien minces. Comment faire plier un M5-RFP, pour qui les tueries de juillet sont la ligne rouge qu'IBK a dépassée, et en même temps amener le Président malien à faire des concessions majeures notamment sur le Premier ministre et l'Assemblée nationale, telle est l'équation posée aux futurs hôtes du Mali. Ces quatre derniers Présidents ne seront pas de trop pour tenter de démêler une situation qui a déjà mis en échec deux missions de la CEDEAO. Pourvu qu'ils ne donnent pas l'impression de venir sauver coûte que coûte IBK au lieu du Mali. En tous cas la trêve dans la désobéissance civile décrétée par le M5-RFP est de nature à favoriser un dialogue franc et peut-être fructueux pour le bonheur des 20 millions de Maliens

■ **Diala Thiény Konaté**



Awa Sylla

Pourquoi Issoufi Maiga ne nous dit rien. On est fatigué d'attendre.



Il faut qu'on soit prêt pour demander aux chefs d'états de la CEDEAO où se trouve SOUMAILA CISSE. C'est un citoyen de la CEDEAO.

Paul Diarra

Le Gouverneur de la Région de Ménaka, Daouda Maiga, a été reçu hier 20 juillet, par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU (RSSG) Mahamat Saleh Annadif, au Quartier général de la MINUSMA. La rencontre à laquelle participaient également le Commandant de la Force de la MNUSMA, le Général Denis Gyllensporre et le Commissaire de la Police de la MINUSMA, Issoufou Yacouba a porté sur la situation dans la région et l'initiative en cours «#Ménaka sans armes».

Le Gouverneur a salué les efforts continus de la MINUSMA et l'engagement des autorités maliennes en faveur de ladite initiative. L'importance de la police de proximité et le rôle des forces de sécurité pour assurer l'ordre public et lutter contre l'impunité ont également été soulignés.



M. Nouhoum Togo - Officiel

Sacré pays Ko il y'avait des bijoux, des habits, mouton à l'Assemblée Nationale du Mali.

Si quelqu'un t'insulte sur les réseaux sociaux, ne réagit pas car chacun vient exposer son éducation reçue à la maison.



RFI Afrique

Quatre chefs d'Etats d'Afrique de l'Ouest sont attendus ce jeudi 22 juillet à Bamako avec pour objectif de dénouer la crise politique qui oppose le mouvement de l'opposition M5 et le président malien IBK



Moussa Diakite

Je présente mes excuses à toutes les militantes et militants de l'Adema-PASJ pour avoir aidé Tiemoko Sangaré à accéder à la présidence de l'Adema-PASJ.



Abdoulaye Bah

Je viens de recevoir ce dicton qui est très optimiste sur l'homme. Cela ne s'applique pas à IBK et sa famille. Ils ont assassiné un journaliste, tuer des enfants parce qu'ils ont saccagé des biens publics, ils ont emprisonné certains acteurs du M5-RFP pour les intimider et les faire peur. La peur est mauvaise conseillère de l'homme. Ressaisissez vous pour ne pas interrompre l'espoir de tout le peuple qui a soif de changement. Vous avez vu comment ces jeunes enthousiastes et motivés ont répondu à vos appels. Ne les décevez pas en decretant une pause. Que personne ne fête Tabaski, où est le problème ? On va prier près des barricades. Les djihadistes intensifient leurs attaques pendant le mois de carême. Pourquoi ? Sinon pour éprouver leur foi malgré leur faiblesse physique dû à la faim et à la soif. Vous, vous prenez la pause pour la Tabaski. Quel genre de combattants êtes vous ?



Si quelqu'un a commis un péché hier, ne le regardez pas aujourd'hui comme un pécheur.

Peut-être a-t-il passé la nuit debout à se repentir alors que vous dormiez.

Vous pensez que celui qui veille ou se réveille tôt pour dresser les barricades sont des fainéants ? Ceux sont eux les patriotes qui ont souci de l'intérêt général.

Le ventre n'est pas le seul organe de l'être humain. Élevez vous de cette fonction bestiale de survie à tout prix. L'être humain qui réduit

sa vie qu'à cela est une bête sauvage qui mérite le despotisme qui pille les biens publics avec sa famille en allant fêter dans des yachts aux Balears.

Mahmoud Dicko, je voulais me tromper sur ton compte, mais je sais que je me trompe difficilement sur quelqu'un. Tu viens de céder aux pressions extérieures, en invoquant la fête. Tu as entraîné les enfants dans une aventure où certains sont morts et tu veux reculer en nous parlant de fête de Tabaski ? Cela ne va pas se terminer de cette façon. On continuera la lutte sans toi. Je vous ai toujours mis en garde contre les marabouts illusionnistes, mais vous ne m'avez pas écouté. Combien sont morts en le défendant ? C'est lui qui vient parler de fête. Nous on lui parle de deuil, de vengeance de nos morts en continuant la lutte de plus belle. Ceux qui parlent de pause, n'ont qu'à se retirer. Jeunes gens, prenez votre autonomie. Abandonnez ces bandes de marabouts receleurs de prébendes emargeant dans le registre des fonds spéciaux du président IBK et ses politiciens gueulards, pouvoiristes chévrés voulant revenir au pouvoir selon le théorème ATT. Il faut vous détacher de cet attelage d'opportunistes qui confisquent votre lutte pour préparer la fête de Tabaski. Ils attendent Mahamadou Oussifi du Niger pour accepter les 30% de portefeuilles qu'ils ont déjà partagé entre eux. Pour cela, ils ont besoin de vous refroidir, de décourager les extrémistes jusqu'aboutiste, en décrétant la pause Tabaski. Méfiez-vous et réfléchissez. N'écoutez pas ceux qu'ils disent à la bouche mais guettez leurs faits et gestes. À bon entendeur, salut.

Koulouba Actu

Une forte délégation conduite par les Ambassadeurs de l'Union Européenne et de la France a été reçue hier, lundi 20 juillet 2020 par l'imam Mahmoud Dicko à son domicile. Selon les indiscretions, cette visite se déroule dans le cadre de la recherche de la solution à la crise socio-politique qui plonge le pays dans une impasse.

K

Hama M Tandina

Une vraie révolution se moque de trêve. C est le moment idéal pour accentué la lutte.



Jack Douk

Miye Miye oyoye ! Mite Miye ÔTO YE ! Bonjour les faiseurs de coups bas qui sont dans la majorité présidentielle



Journal Arcenciel Mali

Après le décès d'Amadou Gon, Alassane D. Ouattara a choisi de remettre les clés de la primature à Hamed Bakayoko (Le Point)



Hamed Bakayoko a assuré l'intérim à la primature lors des deux mois d'hospitalisation de feu Amadou Gon à Paris. (Le Point)

Moussa Diakite



La crise sociopolitique que le Mali traverse traverse aujourd'hui est d'ordre politique. En voulant la résoudre sous l'angle du droit, conduit à l'impasse. C'est pourquoi le président IBK en se cramponnant à ses prérogatives constitutionnelles s'enlise d'avantage dans la crise. Aussi, il doit se mettre à l'écoute du M5-RFP pour discuter en toute franchise de ce qui est possible, car sa majorité présidentielle est une coquille vide qui ne peut rien lui apporter comme soutien digne de ce nom. S'il mise sur la médiation de la CEDEAO pour lui sortir de cet imbroglio politico-social, il a tout faux. L'organisation sous régionale ne pourra rien imposer comme solution au M5-RFP. Car, un médiateur qui vient avec un bâton pour menacer l'un des protagonistes du conflit ne pourra pas avoir des compromis de sortie de crise. En son temps, Alpha Oumar Konaré n'a jamais fait recours à la CEDEAO pour résoudre ces multiples crises. Il est monté au créneau pour discuter avec ses opposants. Avec un Parti fort, une jeunesse engagée et convaincue, il est parvenu à juguler les crises. Quand à lui IBK, il ne dispose pas d'un parti fort et d'une jeunesse dynamique et convaincue pour l'aider à circonscrire les contestations du M5-RFP.

Mohamed Sacko



La Liga : Ils ont dit ... Luis Suarez « Minimiser les détails de la VAR c'est difficile parfois. Gérard Piqué et le président ont parlé publiquement, mais je crois que les adversaires (du Real Madrid) jouaient aussi des choses importantes, comme Getafe ou l'Athletic... Ce sont eux qui ont été lésés, pas nous. Mais je crois qu'il ne faut pas chercher autant d'excuses, il faut savoir être autocritique et faire face à la vérité », a expliqué le goleador. Plutôt fair-play donc.

Moussa Kanouté



##MALI DENW
Un car de la compagnie Diarra Transport attaqué par des bandits armés matinalement à la sortie de Konobougou en direction de Segou. Pour l'instant des morts sont à déplorer et des blessés graves admis aux urgences. La gendarmerie et autres enquêteurs sont sur place. source: Figaro Mali



Mali Kounafoli



Cette femme n'a pas honte bilaye Allah ! C'est cette femme qui avait insulté Imam Dicko, lui traitant de tous les noms jusqu'à ce que je l'ai répondu en son temps, et elle était venue dans mon Inbox Messenger avec des intimidations. À ma grande surprise je vois une interview d'elle sur Renouveau TV ce soir suppliant Imam Dicko d'appeler à l'apaisement. MÔGÔ KAKÉ HONRON YÉ SAA. PJLS



Sambou Sissoko



Quand on a faim et qu'on demande plus de justice sociale on aspire au changement véritable. Quand on aspire à ce changement ils nous montrent le chemin des urnes. Quand on vote massivement pour les candidats qui incarnent ce changement ils nous censurent par l'Arrêt de la cour constitutionnelle. Quand on manifeste parce qu'on a été censuré ils nous tirent dessus à balles réelles. Quand on veut protester contre cette façon de maintenir l'ordre public on nous accuse de mettre le feu au pays et on nous envoie la CEDEAO ou un autre machin de la communauté dite internationale pour nous demander de respecter l'ordre constitutionnel. Mais dis donc, c'est le respect de l'ordre constitutionnel qui se trouve à l'origine de la faim et de l'injustice sociale que nous vivons tous les jours. Si nous aspirons véritablement au changement dans ce pays il faut cesser d'obéir à une constitution dictée et défendue par

les partenaires techniques et financiers (les puissances d'argent). C'est le seul moyen de pouvoir préserver notre intégrité physique et morale.



Hamady Traore



ALERTE INFO: Le président IBK a pris part lundi, par visioconférence, à la 19e session du Comité Inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS).

ALERTE INFO: Mali-Météo annonce des activités pluvieuses ce mardi dans les régions de Tombouctou, Ménaka, ainsi que dans la zone Sud de Gao (Prévisions).

ALERTE INFO: Ces prévisions seront également observées mardi après-midi ou la nuit et mercredi dans toutes les régions hormis Taoudenit, Kidal et Tombouctou.

ALERTE INFO: La France a "condamné les violences des 10 et 11 juillet à Bamako et encouragé les parties à aller dans le sens des recommandations de la CEDEAO".

ALERTE INFO: Le comité stratégique du M5-RFP demande à "tous ses militants de suspendre la désobéissance civile pour la fête de la Tabaski" prévue le 31 juillet.

ALERTE INFO: Toutefois, le M5-RFP a prévenu que son "mouvement de désobéissance civile pourrait reprendre 2 jours, après la Tabaski" (Note sur Facebook).

« L'avenir de la Côte d'Ivoire, expliqué à ma fille de trois ans. » par Tiémoko Antoine Assalé.

30 ans de politique politicienne, basée sur la haine, sur la division, sur la tricherie ont, partout permis à des individus de s'enrichir, sur le dos des populations.

Alors que Houphouët-Boigny a mis l'accent sur ce qui fait réellement la force d'une nation, la formation des hommes, ceux qui lui ont succédé, ayant plus de moyens que lui, ont œuvré, plutôt, pour la déformation des hommes et notamment, les jeunes, en assassinant

consciencieusement notre système éducatif.

Ma fille, moi, j'ai connu cette école où le maître était un modèle, une référence, une sorte de "dieu" à qui nous donnions un respect sans faille. Dans les villages, en dehors des classes, quand nous voyions nos maîtres, se rendant dans n'importe quel endroit, nous courions vers eux et, les bras croisés, nous les saluons respectueusement. Nous allions à l'école, tout était mis en oeuvre pour que nous comprenions les enjeux, pour que nous ne trichions pas avec notre avenir et l'avenir de notre pays.

Mais, que voyons-nous aujourd'hui, ma fille ?

Plusieurs crises politico-militaires, plusieurs politiques hasardeuses, sur fond d'enrichissement personnel, ont déstructuré notre pays, notre société, en faisant naître de faux modèles qui, sous les yeux d'une jeunesse abandonnée, ont vendu un autre type de société assis sur le principe de "la fin, en tout, justifie l'usage de tous les moyens". L'école? Oh, ce n'est plus important, maintenant, d'étudier, de se cultiver, de se former. Il suffit de tricher ou de payer et, on avance. La lecture, la culture livresque? Oh, ce n'est plus important. Pour faire du chiffre et se livrer à la propagande, toutes les moyennes ont été harmonisées. On peut avancer d'une classe à une autre, sans savoir lire et écrire correctement, ce n'est pas bien grave. L'objectif est que, au final, on ait le maximum de cancre qu'on pourra manipuler pour s'imposer politiquement en instrum

Bennchico Savadogo

La politique africaine cest comme tu veux coudre pantalon pour génie ,tu fais gros ça le serre,tu fais petit cest problème



Samerou Diallo

Premier atelier de l'école du #Slam sur la vie associative animé par ma modeste personne. Un grand merci à Gorée Institute pour les renforcements de capacité des jeunes de la sous région ses actions qui ont beaucoup contribué à la formation de la relève générationnelle que nous sommes.

#Démocratie101 #JeunessArt

L'association #JeunessArt est la seule association dynamique, crédible et sérieuse pour la promotion du #Slam et de l'art oratoire au Mali.



Ammy Baba Cisse

4d tSponoesohremd •

Il s'appelle Mamoudou Kassogue, Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la commune III chargé du pôle économique et financier de Bamako. Le sommeil a quitté le sommet, le peuple ne craint rien.



Manassa Danioko veut être ressuscitée Elle a des intentions et des ambitions. La femme catastrophe.

Gudluck Jonathan a perdu les élections présidentielles à cause de la corruption de son pouvoir. Ils ont voulu corrompre le M5

CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

Propositions de la CEDEAO décriées par le M5, la classe Politique et les magistrats ! La CEDEAO a échoué sur toute la ligne.



Un Fake News sur une prétendue Accord entre la CEDEAO et Imam DICKO circule sur les réseaux sociaux. RIDICULE et FAUX !

Moussa Mara

La dernière Mission CEDEAO a échoué à nous aider à sortir de la crise : Comptons maintenant sur nous-mêmes ! Mettons le Mali au-dessus de nos ambitions et quêtes de confort et sacrifices nous pour nous en sortir !



Fatou Sow Sarr

C'est inacceptable que l'intimité d'une femme soit violée, filmée et mis sur les réseaux sociaux sous prétexte qu'elle a volé. (Ses habits soulevés et ses seins palpés) Le CLVF, l'AJS et les défenseurs des droits doivent se mobiliser pour que les auteurs soient sanctionnés.





Présidence de la République : Une autre bourde avec Kamissa



Le décret présidentiel abrogatif de la nomination des membres sortants de la Cour constitutionnelle n'est pas inédit que par sa nature. Il est tout aussi trivial dans sa forme et son énonciation. Il est de notoriété publique, en effet, que c'est la toute première fois dans la tradition législative malienne qu'une mesure présidentielle du genre ne se limite seulement à viser les lois et la constitution. En clair, tous les juristes interrogés sur la question admettent n'avoir jamais été témoin d'un décret présidentiel cousu de « considérant », dont l'usage excessif lui donne d'ailleurs l'aspect d'un traité international. Selon toute évidence, les concepteurs du texte se sont évertués à y faire apparaître les recommandations de la Cédéao dont découle la « dissolution de fait » de la Cour constitutionnelle. Mais, l'explication n'est manifestement pas suffisante pour tolérer une transgression aussi abrupte du style propre

Le président IBK et le M5-RFP à "couteaux tirés" : Qui veut mener cette crise sur le terrain religieux ?



Dans une situation de crise, les uns et les autres ont des intérêts particuliers. Chacun essaye de tirer la couverture de son côté. Des individus malintentionnés veulent amener cette crise sur le terrain religieux. Qui a intérêt à « jeter l'huile sur le feu » dans un pays en guerre depuis 2012 ?

Une éventuelle guerre civile profite-t-elle à qui ?

Depuis le déclenchement du « bras de fer » qui oppose les leaders du Mouvement du 5 Juin- Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) au Président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta et son régime, des individus malintentionnés tapis dans l'ombre sont en train de faire des manœuvres afin de glisser cette crise socio-politique sur le terrain religieux.

Ils veulent mettre au-devant de la scène des prétendues mécontentes entre l'imam Mahmoud Dicko et Chérif Ousmane Madani Haïdara. Heureusement que le peuple malien n'est pas dupe. Il est assez majeur pour prendre ses responsabilités face à des actes ignobles qui ternissent l'image de notre pays. Certains profitent des différents événements qui se succèdent pour faire circuler sur les réseaux sociaux des anciennes vidéos concernant l'actuel président du Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM), non moins chef spirituel du Mouvement Ançar-Dine International, El Hadj Chérif Ousmane Madani Haïdara et l'ancien président de cette faitière des musulmans du Mali qui est l'autorité morale du Mouvement du 5 Juin- Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), l'imam Mahmoud Dicko.

Nul doute, si l'imam Mahmoud Dicko est Wahhabite, le président du Groupement des Leaders Spirituels Musulmans du Mali, Chérif Ousmane Madani Haïdara est Soufiste. Ce qui est sûr et certain, quels que soient les bords, la religion musulmane est une religion de paix et de tolérance.

aux décrets, d'en dépourvoir les traits caractéristiques au point de les défigurer. La faute incombe naturellement au secrétariat général du Gouvernement sans doute, mais la légèreté de l'administration présidentielle est également passée par là. Elle s'illustre naguère par une incurie similaire en laissant passer l'erreur irrattrapable de dissoudre le gouvernement sans confier à ses membres l'évacuation des affaires courantes.

Source: Bill Carlson

Cilss : La 19^e conférence des chefs d'État et de gouvernement tenue



Le président de la République, Ibrahim Bouba Keita, a participé hier par visioconférence à la 19^e conférence des chefs d'État et de gouvernement du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (Cilss).

Outre les chefs d'état et de gouvernement, le sommet a vu la participation de Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, Daniel Moore, directeur de la Mission régionale de l'USAID Afrique de l'Ouest, chef de file des Partenaires techniques et financiers du Cilss, Dr. Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et Dr. Bandar Hajjar, président du Groupe de la Banque islamique de développement (BID).

Après le discours du président en exercice sortant du Cilss, le Burkinabé Roch Marc Christian Kaboré, il y a eu la présentation du rapport du ministre coordonnateur, ministre de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles du Burkina Faso, Salifou Ouédraogo, suivie des discussions. À la fin des travaux, le Maréchal Idriss Deby Itno du Tchad a été désigné nouveau président en exercice de la conférence des chefs d'état et de gouvernement du Cilss.

Le président Keita avec le Premier ministre et la secrétaire générale de la Présidence

Il faut rappeler que le Cilss a été créé en 1973, lors de la première grande sécheresse dans la région afin de mobiliser les populations sahéniennes et la communauté internationale autour de l'aide d'urgence et de la mise en œuvre des programmes dans différents domaines : agriculture pluviale et irriguée, hydraulique, environnement, transport, communication. En 1995, il a recentré ses activités autour notamment de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles.

Aujourd'hui, le Cilss regroupe 13 pays: Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Bénin, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal, Togo et Cap Vert.

Madiba KEITA

Présumé détournement de 3,8 milliards à la CMDT : Le PDG, Baba Berthé refuse de répondre à une convocation



Pour présumé détournement de 3,8 milliards devant leur revenir, le Collectif des partants volontaires à la retraite de la CMDT, qui compte 323 agents, avait porté plainte devant le pôle économique de Bamako contre Ousmane Amion Guindo, Tièna Coulibaly et Kalifa Sango, tous anciens directeurs de la CMDT.

Après la plainte, déposée le 2 décembre 2019 sous le numéro 333, le dossier a été transmis par le procureur à la gendarmerie du Camp 1 de Bamako. Les 3 personnes citées plus haut ont été entendues par les limiers du Camp 1. Par la suite, ces derniers ont voulu entendre l'actuel PDG de la CMDT, Baba Berthé. Mais l'intéressé refuse jusqu'à présent de répondre à la convocation du 10 juillet 2020 qui lui a été adressée par l'étude de Maître Adama Diakité, huissier-commissaire de justice. Selon nos sources, les gendarmes s'apprêtent à le conduire dans leurs locaux manu militari.

Quand est-il de l'affaire elle-même ?

Pour rappel, en 2003, des réformes d'ajustement structurel ont été imposées par le FMI et la Banque Mondiale suite à la chute des cours mondiaux du coton et la mauvaise gestion de la CMDT. Cette entreprise a alors procédé au licenciement de 595 agents suivant un protocole d'accord qui définit les conditions de départ et les méthodes de calcul des droits. Le Collectif dit avoir obtenu un jugement en date du 23 septembre 2008 qui condamne la CMDT à payer les 3,8 milliards en cause. De plus, l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID) de 2012 a recommandé le respect strict du protocole d'accord. En vain.

Abdoulaye Guindo

Covid-19 : Un premier test prometteur pour le vaccin fabriqué à Oxford

Un projet de vaccin contre le Covid-19, développé à l'université d'Oxford, a produit une réponse immunitaire importante et démontré sa sûreté pour les patients, selon les résultats d'un essai clinique publié lundi dans la revue médicale britannique The Lancet. C'est une avancée prometteuse en matière de lutte contre le Covid-19. Un projet de vaccin développé par l'université d'Oxford, en partenariat avec le groupe pharmaceutique AstraZeneca, a généré "une forte réponse immunitaire" dans un essai sur plus de 1 000 patients. Le résultat de cet essai clinique a été publié lundi 20 juillet dans la revue médicale britannique The Lancet.

Cet essai clinique n'en est qu'à une phase préliminaire et son efficacité devra être établie dans un essai de phase 3, sur un nombre de participants plus important, avant d'envisager leur commercialisation à grande échelle.

La publication des données sur le vaccin développé par AstraZeneca intervient alors que le laboratoire chinois de Wuhan a également dit lundi avoir enregistré des résultats positifs sur son essai de vaccin. Ainsi, le candidat-vaccin Ad5-nCoV développé par CanSino Biologics et l'unité de recherche militaire chinoise s'est révélé sûr et a induit une réponse immunitaire chez la plupart des receveurs, ont déclaré des chercheurs lundi.

Un vaccin qui pourrait être disponible d'ici la fin de l'année



Ces résultats étaient très attendus car de nombreux chercheurs et laboratoires dans le monde se livrent à une course contre la montre pour trouver un vaccin sûr et efficace contre le Covid-19. "Si notre vaccin s'avère efficace, c'est une option prometteuse, car ce type de vaccin peut être fabriqué facilement à grande échelle", a commenté Sarah Gilbert, chercheuse à l'université d'Oxford.

Selon Adrian Hill, chercheur au sein de l'université d'Oxford, le vaccin AZD1222 pourrait être disponible d'ici la fin de l'année.

Le vaccin d'Oxford et celui de CanSino sont basés sur un adénovirus modifié, qui ne se réplique pas, ce qui les rend plus sûrs notamment pour les patients fragiles.

Aucun des deux essais n'a enregistré d'effet indésirable grave. Les effets secondaires les plus observés ont été de la fièvre, de la fatigue et une douleur au point d'injection du vaccin.

Drame à Gao : Deux gendarmes tués

Ce 21 juillet 2020 vers 13h30, le véhicule Pick-up de corvée soupe de la gendarmerie nationale a été attaqué par deux individus armés non identifiés à moto, au niveau du 4ème quartier. Bilan, Deux (02) gendarmes tués à bord dudit véhicule, l'adjudant Youssouf KANE et l'adjudant YOUMOUSSA KEITA et leurs armes (02 PM) emportées. La situation sécuritaire se dégrade de jour en jour et l'administration se retire petit à petit de la région du nord du Mali.

La rédaction



PLANET

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Baco-djicoroni : Le CSCOM transformé en un marigot !



Depuis le début de cet hivernage, la cour du Centre de santé communautaire de Baco-djicoroni (CSCOM), en commune V du district de Bamako, est transformée en un marigot. Le personnel soignant et les usagers ont des difficultés à y accéder à cause de l'état du lieu. Les travailleurs crient à la négligence des autorités locales qui, à leur tour, disent ne pas être informées à temps.

Un marigot ! C'est ce à quoi on peut comparer la cour du CSCOM de Baco-djicoroni. À chaque pluie, la cour devient inondée empêchant les usagers et les travailleurs du CSCOM d'accéder au lieu. La cour est remplie d'eau. Les femmes enceintes, les malades sont exposés au danger une fois arrivés à cette localité. « Notre CSCOM devient inondé à chaque fois qu'il pleut. L'inondation nous empêche même de travailler, car l'accès à la cour est presque impossible », nous confie un agent du CSCOM de Baco-Djicoroni en colère. Selon ce dernier, la

situation du CSCOM met en danger la vie des malades. « On a faillit perdre une femme enceinte ici, la semaine dernière. Cette femme qui était sur le point d'accoucher allait tomber à cause de l'inondation, l'eau », nous a expliqués notre interlocuteur très découragé. Ce n'est pas tout, les vaccinations pour enfant qui se font chaque jeudi, ont été annulées la semaine dernière. « Le jeudi dernier, nous avons été obligés d'annuler les vaccinations pour les enfants parce que l'accès au CSCOM est impossible », nous informe notre interlocuteur, agent audit CSCOM, qui a préféré garder l'anonymat. À en croire ce dernier, même les parents de malades fuient ce CSCOM à cause de son état dégradant.

Quant aux agents de ce CSCOM, ils vivent le calvaire. Ils n'ont pas droit à porter même d'habitats propres ; de chaussures en cuir, car il faut d'abord entrer dans l'eau avant d'avoir accès aux différentes salles.

Une des usagers que nous avons croisés devant le CSCOM se plaint de l'état du centre. « Toute personne qui vient ici pour se soigner risque d'attraper une autre maladie. Comment un centre de santé, à Bamako, peut être comme un marigot. Il n'y a pas où mettre le pied. Même les malades sont obligés d'entrer dans l'eau », a-t-elle regretté.

Les autorités locales dans l'indifférence !

Selon notre interlocuteur au CSCOM, ils ont saisi le maire de la commune V du district de Bamako chargé de l'environnement. Mais aucune décision n'a, jusqu'à ce jour, été prise pour mettre fin au calvaire. « Nous avons informé la mairie de la commune V, précisément celui qui est chargé de l'environnement. Mais rien n'a été fait et nous continuons toujours à souffrir », déplore notre source qui ajoute : « Nous sommes repartis à la mairie pour une seconde fois. Ils nous ont fait savoir qu'ils ont fait le dévif et qu'ils nous reviendraient ».

La version du maire Amadou Ouattara

« Tu es la première personne à m'informer de cette situation. Je ne suis pas au courant de cette inondation. Personne ne me l'a dit : ni les agents du CSCOM ni aucun agent de la mairie », nous informe le maire de la commune V du district de Bamako, Amadou Ouattara, que nous avons joint au téléphone hier pour sa version des faits. Même si le maire ne dément pas que son adjoint, celui-là qui est chargé des questions de l'environnement a été informé de l'état du CSCOM, il affirme que ce dernier ne lui a rien dit. « Même s'ils ont informé le 3e adjoint, moi, je ne suis pas au courant », nous a-t-il confié au téléphone.

Le maire a aussi lancé les pierres dans le jardin des agents du CSCOM. « L'inondation ne s'improvise pas. Les agents du CSCOM devraient informer la mairie tôt. Ce n'est pas à cette période ou après le dégât qu'il faut informer la mairie », a-t-il entonné.

Il faut préciser que ledit CSCOM est situé à quelques mètres de la mairie secondaire situé à Baco-djicoroni, juste derrière le marché dudit quartier.

■ **Boureïma Guindo**

Tirs à balles réelles lors des manifestations des 10, 11 et 12 juillet 2020 : Le Premier ministre attribue-t-il déjà la responsabilité aux forces de défense et de sécurité, avant même les conclusions de l'enquête ?



En réaction à la demande forte du M5-RFP de faire toute la lumière sur les tueries des 10, 11 et 12 juillet dernier suite à leur appel à la désobéissance civile, le Premier ministre a adressé une correspondance aux responsables en charge de la sécurité sur les circonstances de l'engagement de la FOR-SAT, avant d'exprimer son regret et de présenter ses excuses.

Le meeting du Mouvement du 05 juin Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), du vendredi 10 juillet a abouti à un appel à la désobéissance civile. Dans leur stratégie, les responsables de ce mouvement contestateur du régime en place au Mali ont demandé à leurs militants d'occuper trois symboles du pouvoir que sont l'Assemblée Nationale, la Primature et l'Office de Radiotélévision du Mali (ORTM). Ces manifestations ont ainsi dégénéré, faisant officiellement 11 morts et environ deux centaines de blessés.

Les responsables du M5-RFP accusent le pouvoir d'avoir utilisé la Force Spéciale Anti-Terroriste (FOR-SAT) qui, selon eux, a tiré à balles réelles sur les manifestants et demandent la démission pure et simple du Premier ministre

à défaut de faire toute la lumière sur cette affaire.

En réaction, le Premier ministre a adressé une correspondance aux responsables en charge de la sécurité, leur instruisant de procéder aux investigations nécessaires en vue de préciser, entre autres : i) les raisons de l'engagement de la FOR-SAT ; ii) l'autorité ayant ordonné l'engagement de la FOR-SAT ; iii) le respect ou non des procédures prévues en la matière.

Dr Boubou CISSE a également reconnu sur les antennes de France 24, qu'il y a eu des dérapages, a exprimé son regret et a même présenté ses excuses.

Un angle d'analyse permet d'affirmer que le Premier ministre donne raison aux responsables du M5-RFP, qui déplorent l'utilisation de la FOR-SAT et des tirs à balles réelles sur des manifestants non armés. En effet, dans sa lettre, il n'a jamais demandé au commandement militaire si la FOR-SAT a été engagée ou non. Il s'est juste contenté de demander les raisons de son engagement, l'autorité ayant ordonné et le respect ou non des procédures prévues en la matière.

Aussi, en reconnaissant qu'il y a eu des déra-

pages et en présentant ses excuses, le Premier ministre n'affirmerait-il pas par-là que la FOR-SAT a tiré à balles réelles sur les manifestants ?

La question que l'on se pose est de savoir pourquoi le Premier ministre se précipite à donner des conclusions hâtives alors même qu'il a précisé dans la même interview qu'une enquête sera diligentée par le Parquet. Dr Boubou CISSE veut-il ainsi livrer des responsables de la sécurité nationale en vue de sauver son poste ou a-t-il peur de quoi ? La question vaut tout son pesant d'or, d'autant plus qu'il a subtilement évité les mots « dérapages » et « excuses » lors de sa rencontre dite de haut niveau avec le commandement militaire et lors de sa visite aux chevets des blessés lors des dites manifestations. En tout état de cause, toute accusation fortuite de ces forces spéciales ignorant les résultats des enquêtes serait suicidaire pour cette élite de défense et de sécurité dont le rôle et l'utilité font l'unanimité, dans un pays en proie à l'insécurité grandissante comme le Mali.

■ MD

“Dissolution” de la cour constitutionnelle : Manassa menace d’attaquer la décision d’IBK



Esseulé et affaibli face à la contestation de la rue, le Président de la République Ibrahim Boubacar Keïta, dans une ultime tentative d’apaiser la tension sociale, a fait une annonce à la fois osée et périlleuse : l’abrogation du décret de nomination des membres restants de la Cour constitutionnelle. C’était lors de son adresse à la nation, le 11 juillet dernier. Mais, la principale concernée, l’ancienne présidente de ladite institution, semble n’avoir pas dit son dernier mot. La protestation violente contre le président IBK, enclenchée par le M-5, qui a pris les allures d’une insurrection politique, a atteint un point de non-retour ce 10 juillet 2020, lorsque des édifices publics et des propriétés privées ont été saccagés à Bamako, donnant ainsi l’image d’une ville dévastée et calcinée, avec mort d’hommes. Dès le lendemain de cette scène de désolation, dans un ultime élan

d’apaisement de la colère des manifestants, lors d’une énième adresse à la nation, le chef de l’Etat reconnaissait lui-même que « l’arbitrage du dernier scrutin par la Cour sortante a posé problème ». Il est même allé plus loin en disant que « les démissions enregistrées en son sein jettent un doute sérieux sur l’auguste institution ».

Dès lors, on s’attend que les choses puissent changer à ce niveau, d’autant que plusieurs avis éclairés avaient annoncé une certaine nouvelle structuration de cette institution juridictionnelle qui avait cristallisé, on le sait, la colère des protestants contre le président IBK et son régime.

« Il est alors hautement probable que les solutions trouvées par la nouvelle Cour constitutionnelle résolvent la question de l’Assemblée nationale. Vous n’êtes pas sans savoir que la dissolution de l’Assemblée na-

tionale est une demande portée à mon attention. Si la paix du Mali passe par là et que j’ai les moyens constitutionnels de le faire sans plus tard risquer de créer un vide constitutionnel dommageable pour tout le pays, je le ferai sans hésiter. Pour autant, aurais-je été juste ? Il ne saurait y avoir de justice en privant de leurs sièges mérités tous ceux qui ont été élus sans contestation, et certains dès au premier tour, pour tenter de régler le problème que nous ne saurions sous-estimer des candidats qui contestent ouvertement le verdict de la Cour constitutionnelle ».

Tout est dans ces mots du président IBK, prononcés au sujet de la crise post-électorale. Il n’a pas donc hésité, même s’il a perçu la portée politique et juridique de son acte, d’abroger le décret de nomination des membres restants de la Cour constitutionnelle. Par cette mesure, le président IBK, comme on le sait, a donné



droit aux recommandations issues d'une précédente mission de la Cedeao au Mali.

Une autre paire de manches

Cette mesure envisagée par le président IBK pour calmer la contestation, si elle devait être appliquée à la règle, était la bienvenue. Mais hélas ! Il semble que ce n'est pas le cas. Et

pour cause : Manassa Danioko, la présidente de la Cour constitutionnelle, qui avait refusé de démissionner, estimant qu'aucune autorité ne peut la démettre de ses fonctions, n'a pas encore dit son dernier mot. Il nous est revenu que Manassa Danioko, remettant en cause les qualités du chef de l'Etat à la démettre, menacerait d'attaquer cette décision du Président de la République.

C'est donc le branle-bas juridico-judiciaire dans certains cercles constitutionnalistes bien fermés. Pour parer à toute éventualité, nous a-t-on rapporté de sources bien introduites, le Président IBK consulte des juristes et pseudos juristes de tous genres, du dedans, comme du dehors. C'est d'ailleurs dans cette logique imparable que certaines sources ont placé la rencontre, aussi inédite que discrète, entre le président IBK et son ancien ministre, Mohamed Aly Bathily, caïd de la contestation contre lui.

Sur les réseaux sociaux, Me Mohamed Ali Bathily, toujours égal à lui-même, affirme avoir rencontré le président de la République Ibrahim Boubacar Keïta à la demande de ce dernier, pour évoquer, dit-il, des sujets cruciaux. L'abrogation de la décision de nomination des membres de la Cour Constitutionnelle a-t-elle été le sujet crucial lors de cette rencontre discrète ? L'ancien ministre de la Justice affirme avoir prodigué des conseils utiles au président IBK pour se sortir d'affaire. Celui-ci souligne aussi avoir pris bonne note de cette rencontre. De toutes les façons, Manassa dit détenir des arguments pour arriver à ses fins. Comme quoi, rien n'est encore définitif en cette matière politico-juridique, si trouble...

■ Oumar KONATE



Désobéissance civile : La trêve prouve le souci M5-RFP du Mali et des Maliens



A lors que les présidents du Niger, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Ghana sont attendus ce jeudi à Bamako pour tenter de trouver une issue à la crise sociopolitique qui secoue notre pays depuis bientôt deux mois, le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), qui ne reconnaît plus IBK comme Président de la République depuis le 10 juillet, et qui a appelé depuis à la désobéissance civile qui paralysait le pays, vient de donner une autre leçon de sagesse à ses détracteurs.

En effet, le mouvement a décidé d'observer une trêve, et ce jusqu'à la fin de ce mois de juillet, le temps de permettre aux musulmans de célébrer la Fête de Tabaski. Pendant cette période, il n'y aura pas de manifestations. La mesure vise aussi à revivifier la légendaire hospitalité malienne, dans la mesure où notre pays s'appête à recevoir sur son sol des chefs d'État de la CEDEAO. En effet, les présidents Mahamadou Issoufou du Niger, Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Macky Sall du Sénégal, et Nana Akufo-Addo du Ghana sont attendus ce jeudi 23 juillet 2020 à Bamako.

Selon Issa Kaou Djim, Coordinateur de la CMAS de l'imam Mahmoud Dicko, principale figure du mouvement, cette décision très sage et

responsable, prise en signe d'apaisement, ne signifie toutefois pas un adoucissement des revendications du Mouvement du 5-juin, qui a réitéré, lundi, sa principale exigence, à savoir la démission du président Ibrahim Boubacar Keita et de son régime. C'était en réaction au communiqué de la médiation de la CEDEAO qui est restée muette sur les attentes et les aspirations profondes du Peuple malien.

Le M5-RFP dénonce la tentative délibérée de ladite médiation de l'isoler et de marginaliser, en ce que le Communiqué du 19 juillet 2020 de la Mission insinue qu'excepté le M5-RFP, toutes les délégations rencontrées auraient adhéré aux propositions de sortie de crise de la Médiation. Un démenti formel apporté depuis à ces allégations par d'autres parties comme les deux syndicats de la magistrature qui ont dénoncé les arrangements institutionnels proposés par la Mission de la CEDEAO qui violent la Constitution du Mali.

Le M5-RFP reste constant avec lui-même, convaincu que la crise, loin d'être uniquement une crise postélectorale, n'est que les conséquences catastrophiques de la mauvaise gouvernance de M. Ibrahim Boubacar Keita, responsable de détournements massifs docu-

mentés des fonds alloués à la reconstruction des forces de défense et de sécurité, de violations récurrentes de la Constitution : violation du serment de l'article 37 de la Constitution, violation du principe de séparation des pouvoirs, instrumentalisation et délégitimation des institutions de la République, atteintes à l'intégrité territoriale et perte de souveraineté sur des pans entiers du territoire national, confiscation des principes républicains garantissant l'alternance démocratique... Pour toutes ces raisons, le M5-RFP, tout en réaffirmant l'exigence d'actions judiciaires contre les auteurs, commanditaires et complices des tueries et exactions commises contre les manifestants à mains nues par les Forces spéciales antiterroristes (FORSAT) dans les rues, domiciles et lieux de culte, exige la démission du Monsieur IBK !

Une seule question se pose : les chefs d'État annoncés à Bamako sauront-ils faire fléchir les responsables du M5-RFP ? On en saura un peu plus ce jeudi ! En attendant, les Bamakois peuvent profiter de la trêve consentie par le mouvement du peuple, le M5-RFP, pour vaquer à leurs affaires.

■ Yama DIALLO

IBK/M5-RFP : Les Propositions de sortie de crise de l'ancien ministre de la justice Maître Malick Coulibaly



Sans prétention aucune, l'apprenti juriste propose des pistes de solutions d'avantage destinées à alimenter la réflexion qu'à servir de panacée.

Ces propositions concilient le respect dû à la Constitution et aux institutions et l'indispensable changement de cap pour préserver notre pays. Elles requièrent des acteurs politiques des concessions parfois douloureuses.

1. Sur la démission du Président de la République

Il est possible de rapprocher les positions en écourtant le mandat du Président plutôt qu'une démission immédiate. Le Président de la République peut consentir à quitter ses

fonctions au 31 décembre 2021 en passant le pouvoir au Président élu à la suite d'un processus électoral crédible et transparent.

2. Sur la nomination des nouveaux membres de la Cour

Pour le quota réservé au Président de l'Assemblée nationale, un Comité de sages composé des anciens Chefs d'Etat et des 3 leaders religieux (HCIM, Eglise catholique et Eglise protestante) sera chargé de proposer au Président actuel de l'Assemblée nationale les 3 conseillers après une large consultation de la société civile, de l'Université et du Barreau.

Pour le quota du Président de la République, le Comité des sages proposera 6 noms et il

appartiendra au Président de la République de nommer 3.

Le Conseil Supérieur de la Magistrature désignera les 3 conseillers conformément à la pratique observée.

3. Sur le sort de l'Assemblée nationale

Le "mensonge" de la Cour constitutionnelle prime sur la vérité des urnes comme le suggèrent les dispositions de l'article 94 alinéa 1 de la Constitution:

"Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics, à toutes les autorités administratives et juridictionnelles et à toutes les personnes physiques et morales". Ainsi, amener la Cour à se dédire à la faveur de son remembrement est à éviter à tout prix. Dès lors, de deux choses l'une: soit à la faveur d'un compromis, les députés contestés acceptent de démissionner et il est procédé dans les plus brefs délais à des législatives partielles dans les circonscriptions concernées; soit la dissolution de l'Assemblée nationale s'impose. Cette dissolution pourra intervenir en septembre 2021 le temps d'inclure les nouvelles créations administratives et réunir les conditions sécuritaires et logistiques. Il sera possible alors de coupler les législatives et la présidentielle. Il faut relever que l'alignement des mandats des Députés et du Président de la République n'est point indifférent.

4. sur le Gouvernement

Un Gouvernement consensuel de mission peut être formé dans les sillons des recommandations du DNI.

5. Sur la refondation de l'Etat

Il convient de tirer les leçons de vingt-huit années de pratique démocratique. Le pas vers la quatrième république peut être franchi allègrement une fois le nouveau Président de la République et la nouvelle Assemblée entrèrent en fonction. La révision constitutionnelle sera la plus inclusive possible.

Dieu nous confère la sagesse de percevoir ce qui est bon pour notre pays; le courage de le défendre et la volonté de le mettre en œuvre.

**Maître Malick Coulibaly ancien ministre de la justice garde des sceaux.
Bamako, le 21 juillet 2020**

La médiation de la CEDEAO vue par un ancien diplomate : « Elle a péché par excès de zèle en voulant tordre la main au M5-RFP... »

Elle a péché par excès de zèle en voulant tordre la main à l'une des parties pour la confiner dans un carcan dit "constitutionnel", estime Cheick Sidi Diarra, et il sait de quoi il parle pour avoir été un diplomate chevronné ayant trainé sa bosse un peu partout à travers le monde. Il reste persuadé que si la médiation de l'organisation sous-régionale avait été un succès, « **comme cela est ressorti des entretiens entre la délégation à la fin de sa mission à Bamako et le Président en exercice de l'organisation, le Président du Niger** », quatre chefs d'Etat de la sous région ne seraient pas annoncés à Bamako pour le jeudi 23 juillet 2020 ».

Plusieurs faits prouvent, selon lui, les insuffisances de cette mission. D'abord dans le processus lui-même, où la délégation a superbement "snobé" les députés élus recalés la Cour Constitutionnelle, ensuite pour avoir déclaré que tous les acteurs consultés, à l'exception du M5-RFP, avaient adhéré à ses propositions. La réaction des magistrats, qualifiée de « cinglant démenti » par Cheick Sidi Diarra, balaye ainsi d'un revers de main cette allégation des médiateurs de la CEDEAO.

Autre fait expliquant l'échec de la médiation de la CEDEAO dans la forme : « **Le chef de la délégation a émis de menaces à peine voilées en direction du M5 du genre "si le M5 ne se joint pas, le Mali va continuer d'avancer" ou "personne n'acceptera un gouvernement intérimaire, car un il ne peut pas engager un pays"** ». En cela, nous renseigne Cheick Sidi Diarra « **le Médiateur est sorti de son rôle** ». L'ancien diplomate dénonce enfin le fait que « **le Comité de suivi créé sous l'égide de la CEDEAO n'a pas inclus le M5-RFP** ». Pour lui, la noblesse de la démarche eût voulu que le M5 fût cité, quitte à ce qu'il se récuse lui-même.

Ce manque de « **noblesse dans la démarche** », l'ancien Conseiller spécial du Se-



crétaire Général des Nations-Unies pour l'Afrique, et Haut Représentant pour les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement le note aussi dans le contenu du communiqué de la médiation de la CEDEAO, où la délégation s'est contentée de « **procéder à des contorsions juridiques pour accommoder les solutions qu'elle a proposées, comme par exemple la nomination de 6 conseillers en amont et du 3e tiers en aval** ».

« **Malheureusement, ces jonglages n'ont résorbé la situation parce que le Conseil Supérieur de la Magistrature a refusé de se prêter au jeu dans la désignation des 3 conseillers relevant de son ressort. Cela nous laisse avec seulement les 3**

conseillers du PR. La dissolution de l'Assemblée Nationale, demandée de plus en plus, semble être devenue la ligne rouge. De quoi a-t-on peur ? Que le PR ne puisse plus recueillir sa majorité à l'occasion de nouvelles échéances possibles ? Ou que les "fils" soient mis hors jeu ? Le choix d'un PM de consensus semble également dans la zone rouge. Y aurait-il un secret ou de sacré dont l'actuel locataire serait l'objet ? », s'interroge Cheick Sidi Diarra.

L'homme reconnaît cependant avoir personnellement tiré quelques satisfactions de la mission de la CEDEAO, comme « **les enquêtes demandées concernant la mort par balles de nombreux manifestants** », ou encore « **la référence aux résultats du DNI comme feuille de route** ». Aussi, s'il n'a



pas de réponse sur ce qui devra être la mission des chefs d'Etat attendus à Bamako ce jeudi 23 juillet, il suggère à ceux-ci « **d'éviter d'essayer de livrer le M5 pieds et poings liés au nom d'un conformisme juridique** », toute chose qui serait, cas échéant, « **un échec, car l'opinion dominante ici est que la CEDEAO, à l'instar des autres organisations sous-régionales, est un club de dirigeants qui cherchent à se couvrir les uns les autres, souvent au détriment de leurs peuples** ». Une opinion qui, selon lui, doit être démentie dans les faits.

Les conseils de Cheick Sidi Diarra aux chefs d'Etat attendus à Bamako

Ainsi, pour éviter que la CEDEAO ne soit perçue comme un club de dirigeants qui cherchent à se couvrir les uns les autres, souvent au détriment de leurs peuples, Cheick Sidi Diarra propose aux chefs d'Etat de montrer, « **qu'en cherchant à résorber les crises socio politiques, ils ne sacrifient pas les intérêts de la Nation** ». En conséquence, ils doivent faire pression sur le Président IBK pour qu'il prenne des mesures fortes pour le retour à l'apaisement sans lequel rien d'autre n'est possible. IBK doit alors, pour ce faire, parachéver le processus de mise en place d'une Cour Constitutionnelle transitoire en attendant la réforme des textes y afférents ; céder sur le Premier ministre consensuel et le gouvernement consensuel ; accepter de dissoudre

L'Assemblée Nationale ; accepter un programme de gouvernement de mission articulé autour des résultats du DNI et engager les réformes urgentes y contenues ; accepter que les responsabilités concernant les tueries soient situées sans délai et que les auteurs en soient sanctionnés conformément à la loi ou déféré devant la CPI ; accepter d'éloigner sa famille aux 1er et second degrés de la gestion des affaires publiques...

« **C'est là un minimum à consentir par lui. Ainsi, seulement il arrivera peut-être à sauver la mise** », telle est, en guise de conclusion, la sentence de l'ancien diplomate Cheick Sidi Diarra !

■ Yama DIALLO

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

Malikilé
 74
 MIGRATION IRREGULIERE :
 48 MALIENS PERISSENT EN MER

La réaction du M5-RFP au Communiqué de la Mission de Médiation de la CEDEAO au Mali : Déclaration n°003 – CS/M5-RFP sur le communiqué de la mission de médiation de la CEDEAO au Mali



Le Mouvement du 5 Juin – Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) regrette que la Mission de médiation de la CEDEAO sur la résolution de la crise socio-politique continue de croire que la crise malienne se résume au seul contentieux électoral du deuxième tour du scrutin législatif, et non à un problème plus global de gouvernance dont la mauvaise organisation des dernières élections n'est qu'une des multiples manifestations.

Le Comité Stratégique du M5-RFP réaffirme que le combat du mouvement est de sauver le Mali menacé de disparition en tant que Nation, Démocratie et République. Et, Monsieur Ibrahim Boubacar Keita qui porte l'entière responsabilité de cette sinistre perspective pour notre Pays, doit, par conséquent, démissionner avec son régime.

Sur ce point, le Communiqué de la Médiation reste muet et laisse sans réponses les attentes et aspirations profondes du Peuple malien.

Au demeurant, le M5-RFP constate qu'il y a une tentative délibérée de l'isoler et de le marginaliser, en ce que le Communiqué du 19 juillet

2020 de la Mission insinue qu'excepté le M5-RFP, toutes les délégations rencontrées auraient adhéré aux propositions de sortie de crise de la Médiation.

Que la Mission de CEDEAO soit en accord avec les soutiens traditionnels du régime en place, cela va de soi. Mais, il reste constant que plusieurs parties prenantes, qui se sont publiquement exprimées, ont apporté un démenti formel à leur acceptation supposée des mesures proposées par la Mission.

En ramenant ainsi le règlement de la crise malienne à des questions purement électorales et à l'entrée du M5-RFP dans un gouvernement dit « d'union nationale », la Médiation de la CEDEAO méconnaît gravement les objectifs de refondation de l'Etat du Mali nourris par les Maliennes et les Maliens à travers ce vaste mouvement populaire.

Par ailleurs, les arrangements institutionnels proposés par la Mission de la CEDEAO constituent un modèle typique de violations de la Constitution du Mali, alors que le M5-RFP, lors des différents échanges, s'est inscrit dans le respect des dispositions constitutionnelles du Mali, des protocoles et engagements commu-

nautaires.

C'est ainsi que la Cour constitutionnelle, irrégulièrement reconstituée par six (6) membres au lieu de neuf (9) telle que proposée par la Médiation, serait appelée à reformer des arrêts insusceptibles de recours, oubliant que la même illégalité frappant le second tour avait déjà compromis les chances d'autres candidats dès le premier tour. La fraude corrompant tout, on ne pourrait légalement faire droit aux prétentions des seuls candidats du second tour des législatives, en ignorant que les mêmes conséquences devraient être tirées pour les cas de contestations du premier tour. En conséquence, la seule solution juridiquement soutenable et politiquement juste reste et demeure la dissolution pure et simple de l'Assemblée nationale.

Du reste, les conséquences catastrophiques de la mauvaise gouvernance de M. Ibrahim Boubacar Keita, responsable de détournements massifs documentés des fonds alloués à la reconstruction des forces de défense et de sécurité, de violations récurrentes de la Constitution : violation du serment de l'article 37 de la Constitution, violation du principe de séparation des pouvoirs, instrumentalisation et délégitimations des institutions de la République, atteintes à l'intégrité territoriale et perte de souveraineté sur des pans entiers du territoire national, confiscation des principes républicains garantissant l'alternance démocratique, etc.

Le M5-RFP réaffirme comme un préalable l'exigence d'actions judiciaires contre les auteurs, commanditaires et complices des tueries et exactions commises contre les manifestants à mains nues par les Forces spéciales antiterroristes (FORSAT) dans les rues, domiciles et lieux de culte. Le M5-RFP réitère aussi sa demande de libération de l'Honorable Soumaila Cissé, Chef de file de l'opposition.

Le M5-RFP appelle le Peuple malien à demeurer mobilisé et déterminé pour la mise en œuvre de son droit constitutionnel à la désobéissance civile, sur l'ensemble du territoire national et dans la Diaspora, jusqu'à l'aboutissement du combat patriotique pour un Mali démocratique, républicain et laïc, et pour le bonheur des Maliens.

Bamako, le 20 Juillet 2020

Pour le M5-RFP
Choguel K. MAIGA

Manifestation pour la démission de IBK : Quatre présidents africains au chevet du Mali



Plusieurs chefs d'État ouest-africains se rendent jeudi à Bamako pour trouver une issue à la grave crise sociopolitique qui oppose le président Ibrahim Boubacar Keïta et ses opposants. Ces derniers réclament son départ immédiat.

C'est un quatuor de chefs d'État ouest-africains qui se prépare à fouler jeudi 23 juillet le sol malien. Objectif : tenter de trouver une issue à la crise sociopolitique que traverse le Mali, après plusieurs semaines de contestation du pouvoir du président Ibrahim Boubacar Keïta. L'information a été donnée plus tôt ce lundi par le magazine Jeune Afrique, avant d'être confirmée par un responsable de la présidence malienne qui s'est confié à l'Agence France-Presse sous le couvert de l'anonymat. Parmi les présidents qui devraient faire le déplacement figurent Mahamadou Issoufou du Niger, Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Macky Sall du Sénégal et Nana Akufo-Addo du Ghana. Reste une inconnue : la durée de la mission n'a pas été précisée.

Un répit pour la Tabaski

Que s'est-il passé depuis ce week-end et la fin de la mission de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ? Lundi, alors que quelques barricades érigées dans les faubourgs de Bamako par des opposants au président Keïta, alias « IBK », ont été rapidement démantelées par les forces de l'ordre, les pourparlers diplomatiques se sont poursuivis en coulisse.

L'imam Mahmoud Dicko, autorité religieuse muée en garant politique et spirituel de la contestation, a reçu en fin d'après-midi les ambassadeurs au Mali de la France, des États-Unis et de l'Union européenne, informe l'AFP de sources diplomatiques. Âgé de 66 ans, cet ancien allié du chef de l'État a déclaré aux diplomates que les portes du dialogue n'étaient pas fermées mais que la gouvernance au Mali devait radicalement changer, selon des participants à la rencontre interrogés par l'Agence

de presse française.

Mais, à moins de deux semaines de la fête de la Tabaski, désormais dans tous les esprits, et en attendant la venue des chefs d'État africains, les opposants veulent faire un geste et montrer qu'ils se préoccupent des problèmes des populations. Le comité stratégique du mouvement du 5 Juin a « décidé d'observer une trêve au sujet de la désobéissance civile. C'est pour permettre aux Maliens de bien préparer et de célébrer la Tabaski », nom donné en Afrique de l'Ouest à la fête du Sacrifice, qui sera observée à la fin du mois de juillet, a déclaré à l'AFP Nouhoun Sarr, l'un des dirigeants du mouvement de contestation. « Pendant cette période, il n'y aura plus de manifestations. Et, comme vous le savez aussi, nous nous apprêtons à recevoir les chefs d'État », a-t-il ajouté.

Issa Kaou Djim, le coordinateur de la plateforme (CMAS) de soutien à l'imam Mahmoud Dicko, s'est « félicité » auprès de l'AFP de l'annonce de la trêve, la qualifiant de « décision

très responsable et sage ». Ce signe d'apaisement ne signifie toutefois pas un adoucissement des revendications du mouvement du 5 Juin. Dans un communiqué signé lundi soir par Choguel Maïga, l'un de ses principaux dirigeants, le M5-RFP réitère sa principale exigence : la « démission » du président Ibrahim Boubacar Keïta et de son régime.

Relancer le dialogue

La venue à Bamako en fin de semaine des quatre chefs d'État marque la montée en puissance de la médiation menée depuis des semaines par la Cedeao, dont la présidence tournante est actuellement assurée par le président nigérian Mahamadou Issoufou.

Jusqu'ici, les efforts diplomatiques de l'organisation ouest-africaine n'ont pas permis d'apaiser une situation qui inquiète les partenaires du Mali, confronté depuis des années à des violences multiformes, notamment djihadistes et intercommunautaires, malgré la présence de forces françaises, africaines et de l'ONU.

Les pourparlers menés de mercredi à di-

manche à Bamako par une délégation de diplomates et d'experts, conduite par l'ex-président nigérian Goodluck Jonathan, n'ont pas permis d'aboutir à une solution de consensus. La mission a recommandé la mise sur pied « de toute urgence » d'un gouvernement d'union nationale, comme l'a déjà suggéré le président Keïta, et la nomination d'une nouvelle Cour constitutionnelle chargée d'examiner en priorité le litige électoral autour des résultats des législatives de mars-avril, considéré comme l'élément déclencheur de la crise actuelle.

Mais ces recommandations se sont heurtées, avant même leur publication officielle, au refus des dirigeants du M5-RFP, alliance formée de chefs religieux et de personnalités du monde politique et de la société civile à l'origine des manifestations contre le pouvoir, qui réclame en priorité le départ du président Keïta.

Or les envoyés de la CEDEAO, s'ils prônent un partage des responsabilités gouvernementales entre la majorité présidentielle, l'opposition et la société civile, ont souligné dans leur communiqué qu'« aucune forme de changement non constitutionnel d'accession au pouvoir ne

sera acceptée par la CEDEAO ».

La médiation a produit « des résolutions importantes », avait estimé dimanche Jean-Claude Kassi Brou, président de la commission de la CEDEAO. « Malheureusement, nos frères du (...) M5 n'ont pas accepté ce plan, mais le dialogue n'est pas rompu. Nous allons continuer à travailler », avait-il confié à l'AFP.

Au pouvoir depuis 2013, le président Ibrahim Boubacar Keïta est massivement contesté dans la rue depuis juin. Au climat d'exaspération nourrie depuis des années par l'instabilité sécuritaire dans le centre et le nord du pays, le marasme économique, la précarité des populations ou une corruption jugée endémique sont venus s'ajouter la crise sanitaire du coronavirus et ses effets sur les plus pauvres et l'invalidation par la Cour constitutionnelle d'une trentaine de résultats des législatives. Le 10 juillet, la troisième grande manifestation contre le pouvoir à l'appel du M5-RFP a dégénéré en trois jours de troubles meurtriers à Bamako, les pires dans la capitale depuis 2012, qui ont fait au moins 11 morts.

■ **Le Point Afrique**

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Grand marché de Bamako : Les activités au ralenti



Le Grand marché de Bamako, situé en plein cœur du centre-ville, se métamorphose. Au niveau du centre commercial, en chantier depuis quelques années, poussent des immeubles géants d'un autre standing, donnant l'impression d'un pays dynamique, qui bouge du point de vue des affaires et des échanges. Mais le quotidien des commerçants et des usagers de la route ne manque pas de faire déchanter.

À la pandémie de la Covid-19, se sont greffés les troubles liés aux manifestations initiées par le M5-RFP. Qui, depuis le 10 juillet, appelle à «une désobéissance civile». La panique et la psychose sont montées d'un cran dimanche, après la publication des recommandations de la mission de médiation dépêchée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). En effet, le M5-RFP a rejeté les propositions de la Cedeao et des jeunes se réclamant de cette organisation politique ont juré de paralyser les six communes du District de Bamako, toute la journée d'hier. Mais ont-ils réussi à paralyser la capitale ?

Très tôt hier lundi, des éléments des forces de sécurité ont barricadé les voies d'accès à l'ORTM, sous haute surveillance depuis les événements du 10 juillet. Pour rallier l'ancien siège de la Bank of Africa (BOA) Mali, situé à l'Est de l'hôtel de l'amitié, les clients faisaient un détour en passant derrière l'ambassade de France, le marché aux fruits «Namassa Danko» et le siège de Kibaru, la direction de la presse communautaire.

En dépit de ces restrictions, la circulation était fluide sur ce tronçon. La cour et les devantures de la télévision nationale étaient presque vides. Tout le contraire à la BOA. Des engins à deux roues étaient garés en nombre dans le parking. Le niveau de la sécurité, assurée par

des éléments des forces de l'ordre, était très élevé. La cour était encombrée comme d'habitude par les véhicules du personnel. Une foule nombreuse venue faire des opérations attendait dehors. Par respect des mesures de prévention contre la Covid-19, a expliqué un agent de la banque.

Les discussions, parfois très tendues, étaient pour l'essentiel dominées par l'appel à la désobéissance civile. «Les Maliens souffrent, nous sommes obligés de sortir pour gérer le quotidien. Les jeunes qui barricadent sont pour la plupart à la charge des parents. Ils vont arrêter quand ils n'auront rien à manger à la maison à cause de leurs propres actes. Ou la population va se retourner contre eux comme ça été le cas contre le couvre-feu qui tentait de confiner de fait une population qui survit», soutiendront des clients, visiblement excédés par cette situation.

À Bozola, certains commerces avaient ouvert le matin, alors que d'autres ont préféré observer la direction du vent. Vers 11 heures, l'on voyait encore certains venir ouvrir leurs magasins, certainement rassurés par le calme précaire qui régnait en ville. L'un d'eux a commencé à nettoyer l'intérieur et la devanture de son magasin. Il a invité les protagonistes de la crise au calme et au dialogue. «Nous souffrons depuis le début de ces mouvements. Les gens ont peur de venir en ville. Nous demandons à la classe politique qui a créé toute cette situation de s'entendre. Cela, pour résoudre la crise sécuritaire qui doit être aujourd'hui la priorité des priorités. Sinon, ceux-là qui demandent aujourd'hui le départ d'IBK seront aussi chassés par la rue avant la fin de leur mission s'ils arrivent à obtenir le départ du chef de l'État», analyse-t-il.

Dans une ambiance étonnamment moins

broyante, nous traversons les rues inondées et boueuses pour regagner le marché aux légumes : Wonida. Ici, les allées habituellement grouillantes étaient dépeuplées. L'air inquiète, les marchandes qui côtoient ordures et eaux boueuses, attendaient des clients qui venaient au compte-goutte. Dramane est l'un des grossistes de ce marché. Habituellement débordé, il échangeait tranquillement avec un client venu de Niamakoro Koko pour s'approvisionner. «L'ambiance est généralement timide les lundis, précise-t-il, ajoutant que cette situation de mévente a commencé depuis le début des manifestations de vendredi, surtout celle du vendredi 10 juillet».

Soudain, une rumeur de manifestants venant de la rive droite envahit le marché

Certains ont rangé précipitamment leurs affaires, afin d'observer la situation, alors que d'autres décidèrent de rentrer à la maison. Quelques minutes plus tard, le calme est revenu. Assis sur une moto Djakarta en face de l'Agence Ecobank (sise à l'immeuble Nimagala), un commerçant pestait. «Certains, des vagabonds pour la plupart, créent la panique afin de pouvoir profiter de la situation. Ils bloquent les accès pour faire diversion, rançonnent des paisibles citoyens sans défense ni protection», soutient-t-il, avant de franchir l'entrée de l'institution financière panafricaine. De « Place Koror » jusqu'au Dabanani, la circulation était fluide. Le marché dit «Suku Blon» grouillait de monde.

À l'autre bout de la ville, la Cité administrative était presque vide. Ceinturée par un impressionnant dispositif de sécurité, elle semblait assurer le service minimum. Quelques agents faisaient la navette entre les bureaux. Les visiteurs ne possédant pas de badge étaient invités à rebrousser chemin. Interrogé, un fonctionnaire sourit : «À quoi sert la désobéissance civile dans un pays où les travailleurs sont déjà rodés au télétravail ?» Peut-être pour paralyser les commerces et autres activités des citoyens pour lesquels ils prétendent se battre, s'empresse-t-il de répondre.

Le bras de fer continue entre pouvoir et contestataires. C'est le peuple qui trinque. Pourtant, chacun prétend se battre pour le bonheur de ce peuple.

■ Cheick M. TRAORÉ

Côte d'Ivoire : La question de la candidature d'Alassane Ouattara dans tous les esprits



Qui sera le candidat du pouvoir à l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire ? Le décès d'Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre et dauphin d'Alassane Ouattara bouleverse la stratégie de l'actuel chef de l'État. La candidature du président ivoirien à sa propre succession est évoquée par nombre d'observateurs et au sein de son propre camp, le parti RHDP. Il avait pourtant déclaré qu'il ne serait pas candidat à sa propre succession. C'était le 5 mars dernier. Alassane Ouattara s'exprimait devant les parlementaires réunis en Congrès. « Je voudrais vous annoncer solennellement que j'ai décidé de ne pas être candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 [...] et de transférer le pouvoir à une jeune génération. » Un discours unanimement salué.

Mais pour le sociologue Francis Akindès, après la mort d'Amadou Gon Coulibaly, successeur fidèle qui aurait pu assurer au président une retraite paisible, l'annonce de la candidature d'Alassane Ouattara à un troisième mandat ne fait plus de doute : « Le changement de contexte sert de justification au fait qu'il veuille revenir sur sa décision et se représenter. » Le président, rappelle aussi Francis Akindès, avait également déclaré « que si son challenger principal, l'ancien président Henri

Konan Bédié, se présentait, alors il se présenterait aussi ».

Éviter une guerre de succession en interne

Le chef de l'État et son entourage, note le sociologue, répètent désormais que « la donne » ou « le contexte » a changé. « Il faut construire l'argumentaire qui justifie vraiment le fait de se dédire, explique Francis Akindès. Quelles raisons objectives se donne-t-il pour revenir sur sa parole sans donner l'impression de faillir face à ses propres engagements ? Je pense que c'est ce à quoi il réfléchit en ce moment. »

Surtout, au sein du parti présidentiel, le choix d'Amadou Gon Coulibaly avait déjà fait des déçus qui ont pris leurs distances ou qui ont quitté le RHDP. Aujourd'hui, à trois mois de la présidentielle, il s'agit d'éviter une guerre de succession en interne. « Il sait que dans ses rangs il y a beaucoup de velléitaires. Mais s'il doit laisser ces velléités, ça va encore plus compliquer les choses. Donc cela s'impose à lui de faire taire dans ses rangs les tensions qu'il peut y avoir », estime Francis Akindès. D'un autre côté, dans un paysage politique où les figures des années 1990 sont encore au-

devant de la scène dans les principaux partis - Laurent Gbagbo au FPI, Henri Konan Bédié au PDCI et Alassane Ouattara au RHDP - l'horizon politique est bouché pour les générations suivantes qui souhaiteraient peut être enfin avoir leur chance.

Risque de tensions

Si Alassane Ouattara, au pouvoir depuis neuf ans, se déclare, s'ouvrirait aussi le débat de la constitutionnalité de sa candidature. Le nombre de mandats présidentiels est toujours limité à deux, mais pour les soutiens du président, la nouvelle Constitution de 2016 remettrait les compteurs à zéro. Or selon certains juristes, l'article 183 de la Constitution, qui stipule que la législation en vigueur avant 2016 reste applicable aujourd'hui, signifierait qu'Alassane Ouattara ne peut pas briguer un troisième mandat.

« En Côte d'Ivoire, près de la moitié des membres du Conseil constitutionnel sont nommés par le président de la République. On pourrait légitimement se demander s'ils auront la capacité à prendre du recul pour traiter pareil dossier », souligne Sylvain N'Guessan, analyste politique, qui dirige l'Institut de stratégie d'Abidjan. Des tensions au sein de la société

ne sont ainsi pas à écarter, estime-t-il : « Les risques de violences ne sont pas toujours loin des urnes en Côte d'Ivoire, et une telle candidature pourrait susciter des risques. » Toutefois, il est « difficile de d'évaluer l'ampleur de ces risques actuellement », tempère Sylvain N'Guessan.

Quelle réaction de la communauté internationale ?

Les deux analystes sont d'accord pour dire que si ces possibles tensions, son âge (78 ans), ou les accusations de ne pas tenir sa promesse de ne pas se représenter peuvent le faire hésiter, cela reste insuffisant pour faire renoncer Alassane Ouattara. « Les pressions internationales ne jouent plus autant qu'elles jouaient il y a une dizaine ou une vingtaine d'années », note aussi le sociologue Francis Akindès.

La communauté internationale, la France en particulier, pourrait d'ailleurs s'accommoder d'un troisième mandat d'Alassane Ouattara, selon Sylvain N'Guessan. « Entre quelqu'un qui arrive tant bien que mal à maintenir la stabilité, même si c'est par la peur, et un nouveau candidat qui pourrait peut-être ne pas réussir à conduire le navire avec la menace terroriste, le piratage en mer, les violences en interne, etc, on peut se demander où se trouvent les intérêts des acteurs extérieurs », analyse-t-il.

« La véritable question, c'est de savoir qui pourrait gérer l'héritage du RHDP. Avec tout ce qui a été fait aux cadres du FPI de Laurent Gbagbo, par exemple - gel des avoirs, exils, prison... - ils ont des raisons légitimes d'avoir peur du retour du bâton. En vue de préserver sa personne, son héritage et son clan, Alassane Ouattara pourrait se présenter », avance le politologue.

Selon Francis Akindès, l'annonce officielle de la candidature d'Alassane Ouattara n'est donc qu'une question de temps. La date limite du dépôt des candidatures est fixée au 31 août prochain mais le recueil des parrainages citoyens, nécessaires à la validation de ces candidatures, a déjà débuté.

Kanye West président : Coup de folie ou coup médiatique ?



Candidat déclaré à la Maison Blanche depuis le 5 juillet, le rappeur Kanye West a donné son premier meeting dimanche, sans lever les doutes sur ses motivations réelles. Plusieurs experts doutent du sérieux de la campagne présidentielle.

Simple folie de plus de Kanye ou vrai projet présidentiel ? Entre le gilet pare-balles, ses larmes, et ses saillies anti-avortement, la première sortie publique de Kanye West comme candidat à la présidence des États-Unis a fait le tour du monde dimanche 19 juillet, sans lever pour autant les interrogations sur son sérieux ou ses motivations réelles.

"Ye" - l'un des surnoms de ce trublion de la musique et de la mode - a certes décliné quelques axes de campagne sur une radio locale de Charleston, en Caroline du Sud, où a eu lieu sa première réunion publique, avec, en tête de liste, "l'attachement à la foi et à notre héritage religieux". Mais aucun message fort ne se dégage, en comparaison avec la candidature surprise de Donald Trump en 2015, qui était alors également novice en politique.

Pourtant, s'il avait une ligne claire, "il aurait

une chance de transformer ce qui est une farce en une campagne qui compte", estime Robert Yoon, professeur de journalisme à l'université du Michigan et spécialiste des campagnes électorales.

Des voix en moins pour Joe Biden ?

Techniquement, Kanye West n'a déjà plus aucune chance d'être élu président, car les inscriptions sont déjà closes au Texas et en Floride, deux États majeurs pour le scrutin présidentiel de novembre.

Par ailleurs, s'il est bien inscrit en Oklahoma, son équipe n'avait pas soumis avant lundi midi les 10 000 signatures nécessaires pour être enregistré en Caroline du Sud, a confirmé à l'AFP un porte-parole de la commission électorale de cet État, ce qui le disqualifie là aussi. Pour Robert Yoon, cela ne signifie pas pour autant que tout est déjà fini pour lui ou qu'il ne puisse pas soutirer quelques précieuses voix au candidat démocrate Joe Biden. "Avec ses moyens personnels, sa visibilité et sa capacité

éprouvée à attirer l'attention des médias, il pourrait être un joker dans suffisamment d'endroits pour avoir un impact sur le scrutin", prévient l'universitaire.

"Je pense que ce sera un acteur mineur dans la course, en admettant qu'il en soit même un", estime pour sa part Jeffrey McCune, professeur à l'université Washington de St-Louis, dans le Missouri.

Cet enseignant, qui a donné un cours sur Kanye West, s'intéresse davantage à la façon dont ce rappeur, génie du happening, peut bousculer le discours politique. Mais il s'inquiète aussi de voir la scène politique et médiatique occupée par deux candidats, Kanye West et Donald Trump, "inconstants au point d'empêcher tout débat de fond".

Un symptôme de ces troubles bipolaires ?

D'autres redoutent que sa candidature ne soit un nouveau signe des troubles bipolaires dont

souffre l'artiste.

Producteur musical de premier plan, rappeur au style unique, devenu milliardaire grâce à ses chaussures Yeezy pour Adidas, Kanye West est un créateur marquant des vingt dernières années. Mais il s'est aussi signalé par plusieurs épisodes troublants, comme son monologue incohérent de plusieurs minutes dans le Bureau ovale devant un Donald Trump médusé, en octobre 2018.

Il y a eu aussi ces propos qualifiant l'esclavage de "choix" pour les Afro-Américains, en mai 2018. Ou ses déclarations dimanche estimant que l'héroïne de la lutte contre l'esclavage Harriet Tubman n'avait "jamais vraiment libéré les esclaves".

Kanye West "a perdu la raison", a tweeté l'historienne Kate Clifford Larson, auteur d'un livre sur Harriet Tubman, "Bound for the Promise Land" ("À destination de la terre promise").

Un proche de son épouse, Kim Kardashian West, a indiqué au magazine People que la vedette de télé-réalité craignait qu'il ne s'agisse

d'un nouvel épisode bipolaire. Elle avait révélé en 2019 que Kanye West refusait de prendre des médicaments pour réguler ses troubles de comportement, estimant que cela affaiblirait son énergie créatrice.

Lundi soir, l'artiste de 43 ans a posté une série de messages mystérieux, accusant notamment sa femme d'avoir voulu le faire interner après sa sortie publique de dimanche.

Reste la possibilité que derrière tout cela se cache une nouvelle opération promotionnelle, avant la sortie d'un nouvel album, "Donda", annoncée vendredi.

"J'imagine que les gens vont se demander si le discours de sa campagne correspond à son rap. Et boom, des ventes !", s'amuse Jeffrey McCune. "J'imagine que ce n'est pas aussi simple (...) mais après tout, son côté provocateur a permis de l'enrichir".

■ Source AFP



Portugal : Moussa Maréga sacré champion



C'est fait ! Après 2018 Moussa Maréga est champion de Portugal avec le FC Porto pour la deuxième fois. Avec ses coéquipiers, ils ont dominé le Sporting CP (2-0), mercredi dernier, au compte de la 32^e journée du championnat. Le FC Porto n'avait besoin qu'un point face au troisième du championnat, le Sporting (59 points) pour être officiellement sacré champion du Portugal et l'international malien et ses partenaires y ont mis la manière en s'imposant 2-0. L'attaquant des Aigles a inscrit le deuxième but des siens dans le temps additionnel (90^e min+1). A deux journées de la fin de la compétition, le FC Porto compte désormais 79 points, à huit unités du deuxième, Benfica (71 points) et ne peut plus être rejoint par son poursuivant immédiat. Le FC Porto décroche donc avant terme son 29^e titre de champion de Portugal. Un sacre presque inespéré tant Moussa Maréga et ses coéquipiers semblaient distancés par Benfica. Le FC Porto comptait en effet sept points de retard sur Benfica au matin de la 20^e journée, celle du Classico retour entre les deux monstres du foot portugais. Douze matches et un confinement plus tard, le voilà pourtant cham-

pion au terme d'une remontada. Pour inverser si brillamment la tendance, le FC Porto a donc bénéficié de l'aide de son éternel concurrent. Et misé sur sa stabilité qui manque à ses rivaux (le Sporting Portugal et Braga ont usé quatre entraîneurs différents cette saison). L'équipe, qui a empêché mercredi le 29^e titre du club, ressemble beaucoup à celle qui avait glané le 28^e, il y a deux ans. L'effectif a changé mais pas la colonne vertébrale ni l'idée globale, avec toujours Sergio Conceição aux commandes et la primauté à l'intensité. Derrière, la paire Pepe-Chancel Mbemba s'est affirmée. Devant, le duo d'attaquant Tiquinho Soares-Moussa Maréga cavale et bouscule autant qu'il le peut. L'international malien a vécu pour sa part une saison contrastée, avec quelques périodes sans marquer et l'épisode de cette sortie du terrain à Guimaraes, victime d'insultes racistes. Mais il reste le catalyseur de l'attaque des Dragons (surnom des joueurs du FC Porto), son meilleur buteur (11 buts) devant Alex Telles, surnommé par les supporters, le Sergio Ramos du FC Porto (10 buts pour le latéral brésilien, dont 7 pénalties). La combinaison Soares-Moussa Maréga donne du sens à

un 4-4-2 de combat. Meilleure attaque (67 buts marqués), meilleure défense (19 buts encaissés), le FC Porto n'a pas toujours maîtrisé son sujet, il peut même devenir friable dès qu'il manque d'énergie. Mais il reste une redoutable machine.

Avec 11 réalisations, Moussa Maréga égale le nombre de buts marqués l'année dernière avec les Dragons en championnat. Mais sa meilleure saison reste celle de 2017-2018 avec 22 buts en championnat portugais. L'international malien et les Dragons pourraient réaliser le doublé coupe-championnat. Ils affronteront de nouveau le Sporting, au compte de la finale de la Coupe du Portugal, le 1^{er} août. La rencontre se jouera à huis clos et marquera la clôture de la dernière de la saison 2019-2020 au Portugal.

Avec 68 buts en 148 matches joués, Moussa Maréga n'est plus qu'à deux longueurs du record du Camerounais Meyong Ze (70 buts en 177 matches), pour devenir le meilleur buteur africain de tous les temps de la Primeira Liga portugaise.

■ O CAMARA



Bélier (21 mars - 19 avril)

Le désir de vous épanouir dans l'activité professionnelle est grand et vous en avez assez de donner beaucoup sans récompense. Un sentiment d'ingratitude entraîne vers une nouvelle expérience professionnelle avec une autonomie et un sens de l'initiative.

L'activité actuelle vous déplaît et vous oblige à réaliser des économies. Saturne en Capricorne réveille votre ambition, car vous avez récemment été frustré dans votre poste. Des démarches amorcées pour une nouvelle voie professionnelle sont profitables.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous subissez l'action d'un collègue mal intentionné à votre égard. Trop indulgent par le passé, Mars vous conseille de vous imposer par la force, à défaut, de belles opportunités peuvent vous glisser sous le nez. Méfiez-vous de certaines personnes.

Vos conditions matérielles s'améliorent nettement, vos efforts ne sont pas vains. Avant d'entreprendre de nouveaux achats, commencez par faire un bilan de vos comptes, s'il le faut, pour être plus à l'aise, échelonnez certains paiements.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre poste pourrait vous demander de travailler en équipe et de découvrir un collègue sur qui vous aviez des a priori. Il faut prendre les choses comme elles viennent, car il y a encore des étapes avant de trouver le poste de travail qui sera idéal.

Rien ne sert de dépenser sans compter, remettez à demain des achats qui n'ont pas réellement d'importance. Jupiter en Sagittaire vous expose à des regrets par rapport à la gestion financière. En effet c'est encore le coup de coeur qui déclenche les dépenses.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une bonne surprise pourrait vous accueillir dès ce début de semaine. On pensera à vous pour vous confier une mission plus valorisante que celle que vous avez l'habitude d'effectuer. Votre compétence et votre savoir en la matière commencent à être reconnus.

Trois planètes dans le secteur, et non des moindres, voilà qui promet ! Une augmentation ou une prime pourrait bien venir renflouer votre compte. Côté négociations aussi, si vous devez discuter un prix ou un contrat, vous devriez obtenir satisfaction.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vos activités peuvent demander de prendre des décisions clefs ou de tenir une réunion importante. Votre parole est écoutée et vous avez de bonnes idées. Pour la journée, la charge de travail pourrait être importante et demander un travail en équipe.

Votre bonté s'exprime et vous pouvez acheter des produits pour vos proches ou vos enfants. Il n'y a guère de possibilité de réaliser des économies. Le climat de la journée est aux dépenses et même à un possible découvert qui devrait rapidement se combler.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous opérez une véritable révolution au sein de votre entreprise. Les conditions de travail actuelles ne vous conviennent plus, vous tentez de rallier quelques collègues à votre cause, vous êtes convaincant. Pas sûr que votre hiérarchie apprécie.

Vos activités professionnelles donnent une nouvelle impulsion à vos finances. Si vous avez en tête de faire un achat conséquent, vous n'aurez pas besoin de réfléchir à deux fois. Aujourd'hui votre argent se porte bien. Mettez des sous de côté.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des responsabilités vous donnent du baume au coeur, mais cette situation peut s'avérer de courte durée. Vous pourriez remplacer un collaborateur qui part à la retraite. Cette transition vous aide à faire vos preuves, mais ce poste peut encore changer.

La gestion de l'argent reste difficile, car vous craignez de manquer de trésorerie. Il faut simplement miser sur la prudence dans le budget. Cette attitude vous aide à moins dilapider. La patience est demandée si vous voulez investir dans un gros achat.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Au travail également, vous ne participerez pas autant qu'à votre habitude aux conversations des uns et des autres, préférant vous concentrer sur vos dossiers. Toutefois, veillez à ne vexer personne. Expliquez simplement que vous avez besoin de calme pour traiter un dossier complexe.

Le domaine financier est privilégié par les astres ! Si vous attendez une rentrée d'argent, elle ne devrait pas tarder à arriver sur votre compte. Si vous devez négocier, vous êtes assuré de remporter l'affaire. Si vous vendez ou achetez, vous obtiendrez le meilleur prix !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre vie professionnelle compte, car vous avez besoin de vous investir dans un poste. C'est naturellement que vos collègues se rapprochent de vous et apprécient de travailler à vos côtés. La journée est favorable à une réunion de travail intéressante.

Vous pourriez craquer sur des accessoires pour vos moyens de locomotion ou à vous offrir des billets pour une petite escapade. Les économies ne sont pas importantes, car vous préférez profiter de chaque jour intensément et utiliser à bon escient votre salaire.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Selon Neptune la chance est avec vous, une opportunité professionnelle se profile. Vous menez vos projets d'une main de maître, vous avez davantage de responsabilités. Le challenge stimule les objectifs, vous êtes prêt à tout pour y parvenir.

Financièrement vous êtes en progrès, c'est très satisfaisant. Attention parce que vous risquez de faire quelques envieux, mieux vaut rester discret sur vos finances. Ne vous laissez pas influencer avec des projets qui ne vous inspirent pas confiance.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vos compétences et assurance font des jaloux. Il vaut mieux ouvrir les yeux sur l'influence toxique d'un collègue. Des rivalités peuvent porter sur les salaires. Il est conseillé d'être vigilant, car vous pourriez être surpris par l'attitude d'un collègue.

Les frais sont toujours considérables et vous ne savez pas comment freiner ces dépenses. Il est possible que plusieurs postes de dépenses soient réunis et vous empêchent de faire des économies. Vos frais peuvent être liés à la réparation du véhicule.



Poisson (19 février - 21 mars)

Mercury booste vos idées, encourage les contacts et facilite votre communication. Le seul point faible du jour est la possible difficulté pour trouver un accord avec votre direction. N'insistez pas, vous y reviendrez plus tard avec succès. L'argent vous file entre les doigts et ce n'est sûrement pas la meilleure chose à faire alors que Jupiter et Neptune se fâchent. Attention à ne pas provoquer de découvert ni à créer une dette trop importante pour être honorée rapidement.

**Promo
Modem 4G**



Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel

Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

